

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2283

[C — 2009/29353]

30 AVRIL 2009. — Décret portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Des membres des personnels administratif et ouvrier des établissements d'enseignement et centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française

CHAPITRE I^{er}. — De la désignation à titre temporaire des membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Article 1^{er}. Le § 2 de l'article 189 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française est remplacé par les §§ 2 et 2bis libellés comme suit :

« § 2. Une désignation à titre temporaire dans un emploi vacant prend fin au moment où le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage prend ses fonctions dans ledit emploi.

Une désignation temporaire dans un emploi dont le titulaire est temporairement absent prend fin au moment où ledit titulaire reprend ses fonctions.

§ 2bis. Toute désignation à titre temporaire dans une fonction de recrutement s'effectue soit pour une durée déterminée soit pour une durée indéterminée.

La désignation à titre temporaire s'effectue pour une durée indéterminée dès lors que le membre du personnel compte, au moment de sa désignation à titre temporaire, une ancienneté de fonction de cinq ans, calculée conformément à l'article 197, § 1^{er}, et pour autant que la désignation ne soit pas effectuée dans le cadre d'un remplacement.

La désignation à titre temporaire effectuée pour une durée déterminée prend fin au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la veille de l'année scolaire ou académique qui suit la date de désignation. »

Art. 2. Dans l'article 191, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, les termes « d'une durée égale ou supérieure » sont remplacés par les termes « pour une durée déterminée égale ou supérieure »;

2° Entre les alinéas 3 et 4, il est inséré un nouvel alinéa libellé comme suit : « Lorsque le membre du personnel ouvrier bénéficie d'une désignation à titre temporaire pour une durée indéterminée, la durée du préavis est calculée conformément à l'alinéa précédent. »;

3° Dans l'alinéa 4, devenu l'alinéa 5, les termes « d'une durée inférieure à » sont remplacés par les termes « pour une durée déterminée inférieure à ».

Art. 3. Dans l'article 280, alinéa 1^{er} du même décret, les termes « et, au plus tard, le dernier jour de l'année scolaire ou académique » sont remplacés par les termes « et, lorsque le membre du personnel ouvrier est désigné à titre temporaire pour une durée déterminée, au plus tard le dernier jour de l'année scolaire ou académique ».

CHAPITRE II. — Des modalités de calcul des anciennetés administrative et pécuniaire

Art. 4. Il est inséré dans le même décret un article 347bis libellé comme suit :

« Article 347bis. Pour l'application des dispositions du titre II du présent décret relatives au calcul de l'ancienneté de service, sont également pris en considération les services rendus en qualité d'agent administratif ACS/APE dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à condition que la fonction occupée dans ce cadre soit identique à une fonction visée à l'article 17, § 1^{er}, 1°. »

Art. 5. L'article 14 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 5 novembre 1971 et 28 janvier 1975 et par le décret du 4 mai 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Les services admissibles visés à l'alinéa 1^{er} sont valorisables dans les limites prévues par le présent article lorsqu'ils ont été accomplis comme temporaires, stagiaires ou définitifs mais également en qualité de travailleur du cadre spécial temporaire (CST), d'agent contractuel subventionné (ACS), de chômeur mis au travail (CMT), de stagiaire « Education nationale » (STEN), de stagiaire « Communauté française » (STEC), de stagiaire ONEM, d'agent dans le cadre du troisième circuit de travail (TCT), d'agent dans le cadre du programme de transition professionnelle (PTP), d'agents dans le cadre de l'aide à l'emploi (APE), d'agents dans le cadre d'une convention de premier emploi (ROSETTA) et d'agents dans le cadre d'un contrat de travail.

Toutefois, les services accomplis comme CMT ne peuvent être pris en considération qu'à partir du moment où le membre du personnel acquiert la qualité de définitif et qu'à concurrence de six ans lorsque le membre du personnel peut également faire valoir des services prestés antérieurement en qualité d'ACS et de deux ans dans le cas contraire. »

CHAPITRE III. — Modifications statutaires diverses applicables aux membres des personnels administratif et ouvrier

Art. 6. Dans l'article 26, 8°, du même décret, les termes « ou de la révocation » sont remplacés par les termes « , de la démission disciplinaire ou de la révocation ».

Art. 7. Dans l'article 39, alinéa 1^{er}, 9°, du même décret, les termes « ou de la révocation » sont remplacés par les termes « , de la démission disciplinaire ou de la révocation ».

Art. 8. Dans l'article 96 du même décret, le point 6° est remplacé par les points suivants :

« 6° la démission disciplinaire;
7° la révocation. »

Art. 9. Dans l'article 127, alinéa 2, 5°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 10. Dans l'article 128, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 11. L'article 136 du même décret est complété comme suit :

« 15° pour don d'organes ou de tissus. »

Art. 12. L'article 137 du même décret est complété comme suit :

« 8° pour don d'organes ou de tissus. »

Art. 13. Dans l'article 170 du même décret, le point 4° est remplacé par le point 4° suivant :

« 4° la démission disciplinaire et la révocation. »

Art. 14. Dans l'article 188, alinéa 1^{er}, 6°, du même décret, les termes « ou de la révocation » sont remplacés par les termes « , de la démission disciplinaire ou de la révocation ».

Art. 15. Dans l'article 195, alinéa 1^{er}, 6°, du même décret, les termes « ou de la révocation » sont remplacés par les termes « , de la démission disciplinaire ou de la révocation ».

Art. 16. Dans l'article 240 du même décret, le point 6° est remplacé par les points suivants :

« 6° la démission disciplinaire;
7° la révocation. »

Art. 17. Dans l'article 271, alinéa 2, 5°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 18. Dans l'article 272, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 19. L'article 284 du même décret est complété comme suit :

« 15° pour don d'organes ou de tissus. ».

Art. 20. L'article 285 du même décret est complété comme suit :

« 8° pour don d'organes ou de tissus. ».

Art. 21. Dans l'article 316 du même décret, le point 4° est remplacé par le point 4° suivant :

« 4° la démission disciplinaire et la révocation. ».

Art. 22. Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupent un emploi d'une fonction qualifiée de rédacteur informatique au sein d'un établissement d'enseignement spécialisé organisé par la Communauté française sont réputés exercer, au 1^{er} septembre 2009, la fonction de rédacteur visée à l'article 17, § 1^{er}, 1°, c), du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

Au 1^{er} septembre 2009, ils sont réputés affectés au sein de l'établissement d'enseignement visé à l'alinéa 1^{er} et nommés à titre définitif à la dite fonction de rédacteur pour autant qu'à cette date, ils satisfassent aux conditions suivantes :

1° Etre Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Etre de conduite irréprochable;

3° Jouir des droits civils et politiques;

4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique.

L'emploi de la fonction de rédacteur occupé par le membre du personnel est maintenu au cadre de l'établissement au sein duquel ce dernier est affecté jusqu'à la date à laquelle il cesse définitivement l'exercice de ses fonctions.

TITRE II. — Du module de formation à la pédagogie de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire inférieur à destination des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur et des porteurs d'un diplôme de niveau universitaire complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou le certificat de cours normaux techniques moyens

Art. 23. Dans le présent titre,

1° Par module, il faut entendre le module de formation à la pédagogie de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire inférieur à destination des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur et des porteurs d'un diplôme de niveau universitaire complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) ou le certificat de cours normaux techniques moyens (CNTM);

2° Par IFC, il faut entendre l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Art. 24. § 1^{er}. Le module vise l'acquisition, par le membre du personnel visé à l'article 25, § 2, des compétences relevant des dispositions générales applicables en matière de pédagogie relative à l'enseignement fondamental ou à l'enseignement secondaire inférieur.

A cette fin, le module comprend deux volets :

- 1° Un volet consacré à la psychologie cognitive de l'enfant;
- 2° Un volet consacré à la didactique de la discipline enseignée.

§ 2. Le volet visé au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, est organisé de manière distincte en deux groupes dont un est consacré à la psychologie cognitive de l'enfant du niveau d'enseignement fondamental et l'autre est consacré à la psychologie cognitive de l'enfant du niveau d'enseignement secondaire inférieur.

Le volet visé au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, est organisé discipline par discipline.

§ 3. Le module compte 60 heures réparties de la manière suivante :

- 1° 20 heures consacrées au volet visé au § 1^{er}, alinéa 2, 1°;
- 2° 40 heures consacrées au volet visé au § 1^{er}, alinéa 2, 2°.

Art. 25. § 1^{er}. Le module est organisé par l'IFC sur la base du plan de formation visé au § 3 du présent article.

A cette fin, au moins tous les deux ans, le Gouvernement lance, via l'IFC, un appel aux candidats.

§ 2. Nul ne peut s'inscrire au module si, à la date de l'introduction de sa demande de participation, il ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions énoncées ci-dessous :

1° Etre porteur du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme de niveau universitaire complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) ou le certificat de cours normaux techniques moyens (CNTM);

2° Etre porteur du titre requis pour la fonction de l'enseignement secondaire supérieur analogue à la fonction correspondante du niveau secondaire inférieur ou du niveau fondamental, telle que déterminée par le Gouvernement.

Ont accès par priorité au module, les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui sont désignés ou engagés à titre temporaire, ou nommés ou engagés à titre définitif, dans une fonction au niveau de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire inférieur.

§ 3. Sur la base d'un avis remis par l'IFC, le Gouvernement détermine le plan de formation du module qui fixe notamment le contenu de la formation, les objectifs de la formation et les compétences à acquérir.

Art. 26. Pour l'organisation et la certification du module, l'IFC fait appel aux :

- a) Hautes Ecoles;
- b) Etablissements d'enseignement de promotion sociale;
- c) Universités.

Art. 27. Un membre du personnel exerçant ses fonctions auprès d'un des établissements d'enseignement visés à l'article 26, ne peut être certifié par ce même établissement d'enseignement.

Art. 28. Sauf nécessité liée à son contenu, le module est organisé en dehors des périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires.

Les membres du personnel qui suivent le module sont considérés comme en activité de service.

Art. 29. Chacun des volets du module visés à l'article 24 se clôture par une épreuve sanctionnée par une attestation de réussite.

Art. 30. Tous les candidats qui ont suivi les deux volets du module reçoivent une attestation de fréquentation pour chacun de ces volets. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la durée de chacun des volets du module sont admis à présenter l'épreuve qui sanctionne chacun des volets du module.

Art. 31. Chacun des deux volets du module sont sanctionnés par les épreuves suivantes :

- 1° Un entretien;
- 2° Une épreuve écrite.

Ces deux types d'épreuves portent sur l'acquisition des compétences définies aux articles 24, § 1^{er} et 25, § 3.

Pour chaque épreuve, les candidats sont soit admis, soit refusés.

Art. 32. Les voies de recours habituellement applicables au sein des établissements d'enseignement visés à l'article 26 sont d'application pour ce qui concerne les décisions prises par ces établissements dans le cadre de la certification des modules qu'ils dispensent en vertu du présent titre. Le cas échéant, les modalités d'application de ces voies de recours sont adaptées par ces établissements aux spécificités du présent titre.

Art. 33. Le Service général de l'Inspection et les services de vérification, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés du contrôle, selon les modalités fixées par le Gouvernement, de la mise en œuvre, dans le respect des dispositions du présent titre, du plan de formation visé à l'article 25, § 3.

Art. 34. L'IFC remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur l'application des articles organisant les volets du module et les épreuves qui les sanctionnent conformément au présent titre.

Art. 35. Chaque année, l'IFC transmet à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, un rapport d'évaluation sur l'organisation et la certification du module.

La Commission de pilotage peut, dans son rapport annuel, remettre un avis ou formuler des propositions au Gouvernement quant à la cohérence de l'organisation et de la certification du module organisé conformément au présent titre.

TITRE III. — De l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 36. A l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le paragraphe 3 est remplacé comme suit :

« § 3. Par année scolaire, le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale est déterminé sur la totalité des périodes de cours de 50 minutes des sections, formations ou unités de formation auxquelles un étudiant s'inscrit et dont la date du premier dixième de la durée se situe durant ladite année scolaire.

Ce droit d'inscription se calcule comme suit :

1° Une partie fixe se montant à 20 €;

2° Une partie calculée en fonction du nombre de périodes de 50 minutes sur laquelle porte l'inscription :

a) Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, 0,18 € par période de 50 minutes jusqu'à la 800^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

b) Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale :

- A partir du 1^{er} septembre 2009 : 0,20 € par période de 50 minutes jusqu'à la 750^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

- A partir du 1^{er} septembre 2010 : 0,24 € par période de 50 minutes jusqu'à la 750^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

- A partir du 1^{er} septembre 2011 : 0,28 € par période de 50 minutes jusqu'à la 750^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu.

Lorsqu'un étudiant s'inscrit simultanément dans des sections ou des unités de formation de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur de promotion sociale, pour déterminer le montant du droit d'inscription, les périodes du niveau secondaire sont prises en considération avant les périodes du niveau supérieur.

Si des inscriptions dans les niveaux secondaire et supérieur sont réalisées dans deux ou plusieurs établissements, la disposition visée à l'alinéa précédent s'applique au sein de chacun des établissements considérés, dans l'ordre chronologique dans lequel les inscriptions sont réalisées.

Au-delà de 800 périodes, aucun droit d'inscription n'est perçu.

Lorsqu'un étudiant s'inscrit simultanément dans deux établissements ou plus, la partie fixe du droit d'inscription est due dans l'établissement où la première inscription est effectuée.

A partir du 1^{er} septembre 2012, les montants fixés à l'alinéa 2, 1° et 2°, sont liés à l'indice des prix à la consommation. Ils sont adaptés annuellement en fonction de l'évolution de cet indice tel qu'il est fixé au 1^{er} janvier de la même année civile.

Sont exemptés du droit d'inscription visé à l'alinéa 2, 1° et 2° :

- Les mineurs, soumis à l'obligation scolaire;
- Les chômeurs complets indemnisés, à l'exclusion des chômeurs en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat de formation professionnelle individuelle en entreprise leur procurant des revenus supplémentaires, à l'exclusion des chômeurs mis au travail et des pré-pensionnés;
- Les demandeurs d'emplois inoccupés obligatoirement inscrits en vertu des réglementations relatives à l'emploi et au chômage, aux handicapés ou à l'aide sociale;
- Les personnes handicapées inscrites au Fonds communautaire d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et pour qui de l'avis de ce fonds, l'inscription à la section, à la formation ou à l'unité de formation considérée constitue une des conditions de réussite de leur insertion professionnelle;
- Les personnes qui bénéficient du revenu d'intégration sociale (anciennement minimum de moyens d'existence);
- Les miliciens;
- Les membres du personnel directeur, enseignant et auxiliaire d'éducation de l'enseignement organisé ou subventionné, pour lesquels la section, la formation ou l'unité de formation à laquelle ils s'inscrivent est reconnue dans le cadre de la formation continuée ou de la formation en cours de carrière des membres du personnel enseignant;
- Les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, pour lesquels la section, la formation ou l'unité de formation considérée constitue un recyclage dans le cadre de leur(s) fonction(s) dans l'enseignement;
- Les personnes soumises à une obligation imposée par une autorité publique.

Le droit d'inscription est payé avant le premier dixième de la durée de la section, de la formation ou de l'unité de formation choisie.

Les élèves et étudiants qui, sans en être exemptés, n'ont pas payé le droit d'inscription visé à l'alinéa 2, 1° et 2°, dans le délai prévu à l'alinéa précédent ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'encadrement, pour l'ajustement de la dotation de périodes et pour le montant des crédits et subventions de fonctionnement.

La somme des montants des droits d'inscription établis pour tous les élèves et étudiants repris aux documents annuels précisant la population scolaire au premier dixième de toutes les sections, formations ou unités de formations, dont le premier dixième de la durée de fonctionnement se situe durant l'année scolaire, constitue le droit d'inscription calculé pour l'établissement pour l'année scolaire.

Les montants du droit d'inscription dû en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe sont déduits des montants des crédits de fonctionnement des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française et des subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française.

Lorsque les montants du droit d'inscription dû en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe sont supérieurs aux montants des crédits de fonctionnement des établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française ou des subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française, la différence entre les montants du droit d'inscription et les crédits ou subventions de fonctionnement est versée au budget des Voies et Moyens de la Communauté française. »

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

Art. 37. A l'article 111bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un alinéa 2 libellé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas si, en vertu des statuts et des dispositions qui lui sont applicables, un membre du personnel doit être nommé ou engagé à titre définitif à 55 ans au moins. »

CHAPITRE III. — *Modifications statutaires*

Art. 38. A l'article 42, § 1^{er} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, le point 11° est supprimé;

2° L'alinéa 2 est supprimé.

Art. 39. A l'article 30, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, le point 12° est supprimé;

2° L'alinéa 2 est supprimé.

CHAPITRE IV. — *Modification du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale*

Art. 40. Dans le décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un chapitre VIbis libellé comme suit :

« CHAPITRE VIbis. — *De l'accès des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale aux formations organisées par l'Institut de la Formation en cours de carrière (IFC) créé à l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la Formation en cours de carrière*

Article 15bis. Le Gouvernement de la Communauté française arrête les thèmes des formations parmi celles organisées par l'Institut de la Formation en cours de carrière créé à l'article 25 du décret précité qui sont accessibles aux membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale. »

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtention*

Art. 41. A l'article 6, § 2, du décret du 7 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtention, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« L'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale où le candidat au CAPAES est en fonction attribue des heures d'expertise pédagogique et technique au membre du personnel qui assure l'accompagnement de la pratique du candidat au CAPAES pendant une partie de ses prestations. Huit heures au maximum sont attribuées par candidat au CAPAES et par année académique. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoire et transitoire*

Art. 42. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 septembre 1994 dressant la liste des sections et des unités de formation à caractère occupationnel dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 et de régime 1 est abrogé.

Art. 43. A titre transitoire, les dispositions relatives au droit d'inscription occupationnel et, partant, au droit constaté pour un établissement et pour une année scolaire, restent en vigueur jusqu'au 30 juin 2010.

TITRE IV. — *Dispositions modificatives diverses*

Art. 44. Dans l'article 122 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le point 8. est remplacé par les points suivants :

« 8. la démission disciplinaire;

9. la révocation. »

Art. 45. Dans l'article 157quater, alinéa 1^{er}, 5°, du même arrêté royal, les termes « 5°, 7° et 8° » sont remplacés par les termes « 5°, 7°, 8° ou 9° ».

Art. 46. Dans l'article 157quinquies, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté royal, les termes « 5°, 7° et 8° » sont remplacés par les termes « 5°, 7°, 8° et 9° ».

Art. 47. Dans l'article 169 du même arrêté royal, le point 4° est remplacé par le point 4° suivant :

« 4° la démission disciplinaire et la révocation. »

Art. 48. Dans l'article 130 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, le point 8. est remplacé par les points suivants :

« 8. la démission disciplinaire;

9. la révocation. »

Art. 49. Dans l'article 165ter, alinéa 1^{er}, 5°, du même arrêté royal, les termes « 5, 7 et 8 » sont remplacés par les termes « 5, 7, 8 ou 9 ».

Art. 50. Dans l'article 165^{quater}, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté royal, les termes « 5, 7 et 8 » sont remplacés par les termes « 5, 7, 8 et 9 ».

Art. 51. Dans l'article 197 du même arrêté royal, le point 4. est remplacé par le point 4. suivant :

« 4. La démission disciplinaire et la révocation. »

Art. 52. Dans l'article 72, § 1^{er}, 9°, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les termes « démission d'office » sont remplacés par les termes « démission disciplinaire ».

Art. 53. Dans l'article 73, § 1^{er}, du même décret, le point 7° est remplacé par le point 7° suivant :

« 7° la démission disciplinaire; ».

Art. 54. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les termes « démission d'office » sont remplacés par les termes « démission disciplinaire ».

Art. 55. Dans l'article 64 du même décret, le point 7° est remplacé par le point 7° suivant :

« 7° la démission disciplinaire; ».

Art. 56. L'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement est remplacé par les alinéas suivants :

« A partir de la sixième semaine ou, en cas de naissance multiple, à partir de la huitième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement, et jusqu'à la date à laquelle débute le congé de maternité, les jours d'absence directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent décret lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme visé à l'alinéa 1^{er} confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel.

Les périodes d'absence visées au présent article sont rémunérées et assimilées à de l'activité de service. »

Art. 57. Dans l'article 69 du décret 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, le point 6° est remplacé par le point 6° suivant :

« 6° la démission disciplinaire; ».

Art. 58. Dans l'article 100, 14°, du même décret, les termes « démission d'office » sont remplacés par les termes « démission disciplinaire ».

Art. 59. Dans l'article 81 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, le point 6° est remplacé par les points suivants :

« 6° la démission disciplinaire;

7° le licenciement pour faute grave. »

Art. 60. Dans l'article 94, alinéa 2, 5°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 61. Dans l'article 95, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 62. L'article 110, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par un point 15° libellé comme suit :

« 15° par démission disciplinaire, conformément à l'article 81. »

Art. 63. Dans l'article 37 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, le point 6° est remplacé par le point 6° suivant :

« 6° La démission disciplinaire; ».

Art. 64. Dans l'article 111, alinéa 1^{er}, 12°, du même décret, les termes « démission d'office » sont remplacés par les termes « démission disciplinaire ».

Art. 65. Dans l'article 74 du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, les termes « 4° à 6° » sont remplacés par les termes « 4° à 7° ».

Art. 66. Dans l'article 100, alinéa 2, du même décret, les termes « 4° à 6° » sont remplacés par les termes « 4° à 7° ».

Art. 67. Dans l'article 116 du même décret, le point 6° est remplacé par les points suivants :

« 6° la démission disciplinaire;

7° la révocation. »

Art. 68. Dans l'article 146, alinéa 2, 5°, du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 69. Dans l'article 147, alinéa 1^{er}, 1° du même décret, les termes « 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « 4°, 5°, 6° et 7° ».

Art. 70. Dans l'article 148, 10° du même décret, les termes « de la révocation » sont remplacés par les termes « de la démission disciplinaire ou de la révocation ».

Art. 71. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009, à l'exception du Titre II et de l'article 56 qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 2009 et de l'article 5 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture, et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 702-1. — Rapport, n° 702-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 avril 2009.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2283

[C — 2009/29353]

**30 APRIL 2009. — Decreet houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008
gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — De leden van het administratief personeel en het werkliedenpersoneel van de onderwijsinrichtingen
en de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap**

**HOOFDSTUK I. — De tijdelijke aanstelling van de werkliedenpersoneelsleden van de onderwijsinrichtingen
ingericht door de Franse Gemeenschap**

Artikel 1. § 2 van artikel 189 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt door de §§ 2 en 2bis vervangen, luidend als volgt :

« § 2. Een tijdelijke aanstelling in een vacante betrekking eindigt wanneer het vast benoemde lid van het werkliedenpersoneel of het tot de proeftijd toegelaten lid van het werkliedenpersoneel zijn functies in de betrokken betrekking weer opneemt.

Een tijdelijke aanstelling in een betrekking waarvan de titularis tijdelijk afwezig is, eindigt wanneer de betrokken titularis zijn functies weer opneemt.

§ 2bis. Elke tijdelijke aanstelling in een wervingsambt geschiedt ofwel voor een bepaalde duur ofwel voor een onbepaalde duur.

De tijdelijke aanstelling voor onbepaalde duur geschiedt zodra het personeelslid, op het ogenblik van zijn tijdelijke aanstelling, een ambtsanciënniteit van vijf jaar telt, berekend overeenkomstig artikel 197, § 1, en voor zover de aanstelling niet geschiedt in het kader van een vervanging.

De tijdelijke aanstelling voor bepaalde duur eindigt op de vervaldatum vermeld in de aanstellingsakte en ten laatste de dag voor het begin van het schooljaar of academiejaar volgend op de datum van de aanstelling. »

Art. 2. In artikel 191, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het tweede lid, worden de woorden « voor een termijn gelijk aan of langer dan » vervangen door de woorden « voor een bepaalde duur gelijk aan of langer dan »;

2° Tussen het derde en vierde lid wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« Wanneer het werkliedenpersoneelslid een tijdelijke aanstelling voor onbepaalde duur geniet, wordt de duur van de opzegtermijn berekend overeenkomstig het vorige lid. »;

3° In het vierde lid, dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden « voor een termijn korter dan » vervangen door de woorden « voor een bepaalde duur korter dan ».

Art. 3. In artikel 280, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « en, ten laatste, op de laatste dag van het lopende school- of academiejaar » vervangen door de woorden « en, wanneer het werkliedenpersoneelslid tijdelijk voor bepaalde duur aangesteld is, ten laatste, op de laatste dag van het lopende school- of academiejaar ».

HOOFDSTUK II. — *De nadere regels voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteiten*

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel 347bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 347bis. Voor de toepassing van de bepalingen van titel II van dit decreet die betrekking hebben op de berekening van de dienstanciënniteit, worden ook in aanmerking genomen de diensten gepresteerd als administratief beambte Geco/Steun voor bevordering van werkgelegenheid in het kader van de overeenkomsten genomen ter uitvoering van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, op voorwaarde dat het in dat kader beklede ambt gelijk zou zijn aan een ambt bedoeld bij artikel 17, § 1, 1^o. »

Art. 5. Artikel 14 van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1971 en 28 januari 1975 en bij het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in aanmerking te nemen diensten bedoeld bij het eerste lid kunnen in aanmerking genomen worden binnen de perken bepaald bij dit artikel wanneer ze verricht werden als tijdelijke, stagiair of vastbenoemde maar tevens als werknemer van het bijzonder tijdelijk kader (BTK), gesubsidieerde contractuele (Geco), tewerkgestelde werkloze (TWW), stagiair "Nationale Opvoeding" (STNO), stagiair Franse Gemeenschap (SOFG), stagiair RVA, ambtenaar in het kader van het DAC, ambtenaar in het kader van het doorstromingsprogramma (PTP), ambtenaar in het kader van APE-contracten, ambtenaar in het kader van een overeenkomst van eerste betrekking (ROSETTA) en ambtenaar in het kader van een arbeidsovereenkomst.

Nochtans, kunnen de diensten gepresteerd als TWW enkel in aanmerking genomen worden vanaf het ogenblik dat het personeelslid de hoedanigheid bekleedt van vastbenoemde en ten belope van een periode van zes jaar wanneer het personeelslid ook diensten kan laten gelden die eerder gepresteerd werden als Geco en van twee jaar in tegengesteld geval. »

HOOFDSTUK III. — *Diverse statutaire wijzigingen die toepasselijk zijn op de leden van het administratief en werklidpersoneel*

Art. 6. In artikel 26, 8^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van een afzetting » vervangen door de woorden « , van het ontslag bij tuchtmaatregel of van de afzetting ».

Art. 7. In artikel 39, eerste lid, 9^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van een afzetting » vervangen door de woorden « , van het ontslag bij tuchtmaatregel of van de afzetting ».

Art. 8. In artikel 96 van hetzelfde decreet wordt punt 6^o vervangen door de volgende punten :

« 6^o het ontslag bij tuchtmaatregel;

7^o de afzetting. »

Art. 9. In artikel 127, tweede lid, 5^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4^o, 5^o en 6^o » vervangen door de woorden « 4^o, 5^o, 6^o en 7^o. »

Art. 10. In artikel 128, eerste lid, 1^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4^o, 5^o en 6^o » vervangen door de woorden « 4^o, 5^o, 6^o en 7^o. »

Art. 11. Artikel 136 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld :

« 15^o voor het afstaan van organen of weefsels ».

Art. 12. Artikel 137 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld :

« 8^o voor het afstaan van organen of weefsels ».

Art. 13. In artikel 170 van hetzelfde decreet wordt punt 4^o vervangen door het volgende punt 4^o :

« 4^o het ontslag bij tuchtmaatregel en de afzetting. »

Art. 14. In artikel 188, eerste lid, 6^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van een afzetting » vervangen door de woorden « , van het ontslag bij tuchtmaatregel of van de afzetting ».

Art. 15. In artikel 195, eerste lid, 6^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van een afzetting » vervangen door de woorden « , van het ontslag bij tuchtmaatregel of van de afzetting ».

Art. 16. In artikel 240 van hetzelfde decreet, wordt punt 6^o vervangen door de volgende punten :

« 6^o het ontslag bij tuchtmaatregel;

7^o de afzetting. »

Art. 17. In artikel 271, tweede lid, 5^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4^o, 5^o en 6^o » vervangen door de woorden « 4^o, 5^o, 6^o en 7^o ».

Art. 18. In artikel 272, eerste lid, 1^o, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4^o, 5^o en 6^o » vervangen door de woorden « 4^o, 5^o, 6^o en 7^o ».

Art. 19. Artikel 284 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld :

« 15^o voor het afstaan van organen of weefsels. »

Art. 20. Artikel 285 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld :

« 8^o voor het afstaan van organen of weefsels. »

Art. 21. In artikel 316 van hetzelfde decreet wordt punt 4^o vervangen door het volgende punt 4^o :

« 4^o het ontslag bij tuchtmaatregel en de afzetting. »

Art. 22. De personeelsleden die, op de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet, een betrekking bekleden in een kwalificatieambt van computeropsteller binnen een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, worden geacht, op 1 september 2009, het ambt van opsteller uit te oefenen bedoeld bij artikel 17, § 1, 1^o, c), van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

Op 1 september 2009, worden ze geacht aangesteld te zijn binnen de onderwijsinrichting bedoeld bij het eerste lid en vast benoemd te zijn in genoemd ambt van opsteller voor zover ze op die datum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2^o van onberispelijk gedrag zijn;

3^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4^o voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5^o voldoen aan de wets- en reglementaire bepalingen inzake taalstelsel.

De betrekking van het ambt van opsteller bekleed door het personeelslid wordt in de personeelsformatie van de inrichting behouden waarbinnen het personeelslid aangesteld is tot de datum waarop het definitief de uitoefening van zijn ambt eindigt.

TITEL II. — De module voor de opleiding tot de pedagogie van het basisonderwijs of het lager secundair onderwijs ter bestemming van de geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs en de houders van een diploma van universitair niveau aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen

Art. 23. In deze titel,

1^o Onder module dient verstaan te worden, de module voor de opleiding tot de pedagogie van het basisonderwijs of het lager secundair onderwijs ter bestemming van de geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs en de houders van een diploma van universitair niveau aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (CAP) of het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen (CNTM);

2^o Onder IFC dient verstaan te worden, het instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan opgericht door het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Art. 24. § 1. De module beoogt het aanwerven, door het personeelslid bedoeld bij artikel 25, § 2, van de vaardigheden die onder de algemene bepalingen van toepassing inzake pedagogie betreffende het basisonderwijs of het lager secundair onderwijs ressorteren.

Daartoe bevat de module twee luiken :

1^o Een luik besteed aan de cognitieve psychologie van het kind;

2^o Een luik besteed aan de didactiek van het onderwezen vak.

§ 2. Het luik bedoeld bij § 1, tweede lid, 1^o wordt ingericht zodat er twee verschillende groepen zijn waarvan één bestemd is voor de cognitieve psychologie van het kind van het niveau van het basisonderwijs en de andere groep bestemd voor de cognitieve psychologie van het kind van het niveau van het lager secundair onderwijs.

Het luik bedoeld bij § 1, tweede lid, 2^o wordt vak per vak ingericht.

§ 3. De module bevat 60 uren verdeeld als volgt :

1^o 20 uren besteed aan het luik bedoeld bij § 1, tweede lid, 1^o;

2^o 40 uren besteed aan het luik bedoeld bij § 1, tweede lid, 2^o.

Art. 25. § 1. De module wordt ingericht door het IFC op basis van het opleidingsplan bedoeld bij § 3 van dit artikel.

Daartoe, minstens om de twee jaar, maakt de Regering, via het IFC, een oproep tot de kandidaten.

§ 2. Niemand kan zich inschrijven voor de module als, op de datum van indiening van zijn participatieaanvraag, hij niet voldoet of niet meer voldoet aan alle hierna opgesomde voorwaarden :

1^o Houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs of een diploma van universitair niveau aangevuld met het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (CAP) of het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen (CNTM);

2^o Houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van het hoger secundair onderwijs dat analoog is met het overeenstemmende ambt van het lager secundair niveau of van het basisonderwijs, zoals bepaald door de Regering.

Hebben voorrang bij de toegang tot de module, de personeelsleden bedoeld bij het eerste lid die tijdelijk aangesteld of aangeworven worden, in een ambt op het niveau van het basisonderwijs of het lager secundair onderwijs.

§ 3. Op basis van een advies uitgebracht door het IFC, bepaalt de Regering het opleidingsplan van de module waarin onder andere de inhoud van de opleiding, alsook de doelstellingen van de opleiding en de te verwerven vaardigheden vastgelegd worden.

Art. 26. Voor de inrichting en de certificatie van de module, beroept het IFC zich op :

a) de hogescholen;

b) de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie;

c) de universiteiten.

Art. 27. Aan een personeelslid dat zijn ambt uitoefent bij één van de onderwijsinrichtingen bedoeld bij artikel 26 kan door diezelfde onderwijsinrichting geen attest uitgereikt worden.

Art. 28. Behoudens noodzaak verbonden aan de inhoud ervan, wordt de module ingericht buiten de normale werktijd van de schoolinrichtingen.

De personeelsleden die de module volgen, worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

Art. 29. Ieder luik van de module bedoeld bij artikel 24 eindigt met een proef bekrachtigd door een slaagattest.

Art. 30. Alle kandidaten die de twee luiken van de module hebben gevolgd, krijgen een bezoekattest voor ieder van deze luiken. Enkel de kandidaten die een attest indienen waarbij gestaafd wordt dat zij werkelijk minstens 75 % van de duur van ieder luik van de module hebben gevolgd, worden toegelaten tot de proef die ieder luik van de module bekrachtigt.

Art. 31. Ieder luik van de module wordt bekrachtigd met de volgende proeven :

1° een onderhoud;

2° een schriftelijke proef.

Beide types proeven hebben betrekking op het verwerven van de vaardigheden bepaald bij de artikelen 24, § 1 en 25, § 3.

Voor iedere proef worden de kandidaten ofwel toegelaten, ofwel geweigerd.

Art. 32. De beroepsmiddelen die gewoon geldig zijn binnen de onderwijsinrichtingen bedoeld bij artikel 26 zijn van toepassing wat betreft de beslissingen getroffen door deze inrichtingen in het kader van de certificatie van de modules die zij verstrekken krachtens dit decreet. Desnoods worden de nadere regels voor de toepassing van deze beroepsmiddelen door deze inrichtingen aan de bijzonderheden van deze titel aangepast.

Art. 33. De Algemene dienst Inspectie en de toezichtsdiensten, ieder wat hem betreft, worden belast met het toezicht, volgens de nadere regels die door de Regering bepaald worden, op de tenuitvoerlegging, met inachtneming van de bepalingen van deze titel, van het opleidingsplan bedoeld bij artikel 25, § 3.

Art. 34. Het IFC brengt, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, adviezen uit over de toepassing van de artikelen die de luiken van de modules en de proeven ter bekrachtiging ervan inrichten.

Art. 35. Ieder jaar zendt het IFC aan de Sturingscommissie opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, een evaluatieverslag over omtrent de inrichting en de certificatie van de module.

De Sturingscommissie kan, in haar jaarlijkse verslag, een advies uitbrengen of voorstellen verwoorden ter bestemming van de Regering inzake coherentie van de inrichting en de certificatie van de ingerichte module overeenkomstig deze titel.

TITEL III. — Het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 36. In artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

« § 3. Per schooljaar wordt het bedrag van het inschrijvingsgeld in het onderwijs voor sociale promotie bepaald op grond van het totaal van de lestijden van 50 minuten in de afdelingen, opleidingen en opleidingseenheden waar een student zich inschrijft en waarvan de datum van het eerste tiende in dat schooljaar valt.

Dat inschrijvingsgeld wordt berekend als volgt :

1° een vast deel van 20 euro;

2° een deel berekend in functie van het aantal lestijden van 50 minuten waarop de inschrijving betrekking heeft :

a) in het secundair onderwijs voor sociale promotie : 0,18 euro per lestijd van 50 minuten tot de 800e lestijd. Verder wordt geen ander inschrijvingsgeld geïnd;

b) in het hoger onderwijs voor sociale promotie :

vanaf 1 september 2009 : 0,20 euro per lestijd van 50 minuten tot de 750e lestijd. Verder wordt geen ander inschrijvingsgeld geïnd;

vanaf 1 september 2010 : 0,24 euro per lestijd van 50 minuten tot de 750e lestijd. Verder wordt geen ander inschrijvingsgeld geïnd;

vanaf 1 september 2011 : 0,28 euro per lestijd van 50 minuten tot de 750e lestijd. Verder wordt geen ander inschrijvingsgeld geïnd.

Wanneer een student zich simultaan inschrijft in een van de afdelingen of opleidingseenheden van het secundair onderwijs en het hoger onderwijs voor sociale promotie, worden, om het bedrag te bepalen van het inschrijvingsgeld, de lestijden van het secundaire niveau in aanmerking genomen voor de lestijden van het hogere niveau.

Indien inschrijvingen voor de secundaire en hogere niveaus in twee of meerdere inrichtingen geschieden, is de bepaling bedoeld bij het vorige lid van toepassing binnen ieder van de betrokken inrichtingen, in de chronologische volgorde van de inschrijvingen.

Boven 800 lestijden wordt geen enkel inschrijvingsgeld geïnd.

Wanneer een student zich simultaan inschrijft in twee of meerdere inrichtingen, wordt het vaste deel van het inschrijvingsgeld verschuldigd in de inrichting waar de eerste inschrijving plaats heeft gevonden.

Vanaf 1 september 2012, worden de bedragen bepaald bij het tweede lid, 1° en 2°, verbonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. Jaarlijks worden ze aangepast in functie van de evolutie van dit indexcijfer zoals bepaald op 1 januari van hetzelfde kalenderjaar.

Worden echter vrijgesteld van de betaling van het inschrijvingsgeld bedoeld bij het tweede lid, 1° en 2° :

- de minderjarigen die leerplichtig zijn;

- de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, met uitsluiting van de werklozen in beroepsopleiding met een overeenkomst voor individuele opleiding in een bedrijf die ze bijkomende inkomsten garandeert, met uitsluiting van de tewerkgestelde werklozen en de personen met brugpensioen;

- de niet-werkende verplicht ingeschreven werkzoekenden krachtens de reglementeringen inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid, gehandicapten of maatschappelijk welzijn;
- de gehandicapten, ingeschreven bij het gemeenschapsfonds voor sociale en beroepsintegratie, wanneer dit fonds van oordeel is dat de inschrijving in de beschouwde afdeling, opleiding of opleidingseenheid een vereiste is voor hun integratie in het beroepsleven;
- de personen die het leefloon (vroeger bestaansminimum) genieten;
- de dienstplichtigen;
- de leden van het bestuurs-, onderwijzend en opvoedend hulppersoneel van het ingericht of gesubsidieerd onderwijs, voor wie de afdeling, opleiding of opleidingseenheid waar zij zich inschrijven, erkend is voor de voortgezette vorming of de vorming tijdens de loopbaan van de leerkrachten;
- de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, voor wie de beschouwde afdeling, opleiding of opleidingseenheid een bijscholing in het kader van hun onderwijsambt uitmaakt;
- de personen onderworpen aan een door een overheid opgelegde verplichting.

Het inschrijvingsgeld wordt betaald voor het eerste tiende van de duur van de gekozen afdeling, opleiding of opleidingseenheid.

De leerlingen en studenten die zonder vrijstelling het inschrijvingsgeld bedoeld in het 2e lid, 1° of 2° niet betaald hebben in de in het vorige lid bepaalde termijn komen niet in aanmerking voor de berekening van de omkadering, de aanpassing van de lestijdendotatie en het bedrag van de werkingskredieten of -toelagen.

De som van de bedragen van de inschrijvingsgelden berekend voor alle leerlingen en studenten, vermeld in de jaarlijkse documenten tot vaststelling van de schoolbevolking bij het eerste tiende van alle afdelingen, opleidingen of opleidingseenheden, waarvan het eerste tiende van de werkingsduur tijdens het schooljaar valt, is het bedrag van het vastgestelde inschrijvingsgeld voor de inrichting voor het schooljaar.

De bedragen van het inschrijvingsgeld verschuldigd krachtens het eerste lid van deze paragraaf worden afgetrokken van de bedragen van de werkingskredieten van de inrichtingen voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap en van de toelagen van de inrichtingen voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Wanneer de bedragen van het krachtens het eerste lid van deze paragraaf verschuldigde inschrijvingsgeld hoger zijn dan de bedragen van de werkingskredieten van de inrichtingen voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap of van de toelagen van de inrichtingen voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt het verschil tussen het bedrag van het inschrijvingsgeld en het bedrag van de werkingskredieten of -toelagen op de middelenbegroting van de Franse Gemeenschap gestort. »

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie

Art. 37. In artikel 111bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het eerste lid is niet van toepassing als, krachtens de statuten en de bepalingen die op hem toepasselijk zijn, een personeelslid om minstens 55 jaar vast benoemd of aangeworven moet zijn. »

HOOFDSTUK III. — Statutaire wijzigingen

Art. 38. In artikel 42, § 1, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt punt 11° geschrapt;

2° Het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 39. In artikel 30, § 1, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt punt 12° geschrapt;

2° Het tweede lid wordt geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie

Art. 40. In het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, wordt een hoofdstuk VIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« **HOOFDSTUK VIbis. — Over de toegang van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie tot de opleidingen ingericht door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan (IFC) opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan**

Art. 15bis. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de opleidingsthema's onder de opleidingen ingericht door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan opgericht bij artikel 25 van het voornoemde decreet die toegankelijk zijn voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie. »

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES - "Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan

Art. 41. In artikel 6, § 2, van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES - "Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, wordt een zesde lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« De inrichting die het hoger onderwijs voor sociale promotie inricht waar de kandidaat voor het CAPAES zijn ambt uitoefent, kent uren toe voor pedagogische en technische expertise aan het personeelslid dat voor de begeleiding van de praktijk van de kandidaat voor het CAPAES zorgt gedurende een deel van zijn prestaties. Er worden maximum acht uur toegekend per kandidaat voor het CAPAES en per academiejaar. »

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 42. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 september 2004 houdende de lijst van de beroepsgerichte afdelingen of opleidingseenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 en stelsel 1, wordt opgeheven.

Art. 43. Bij wijze van overgangsmaatregel, blijven de bepalingen betreffende het beroepsgerichte inschrijvingsgeld en, bijgevolg, betreffende het recht vastgesteld voor een inrichting en voor een schooljaar, geldig tot 30 juni 2010.

TITEL IV. — *Diverse wijzigingsbepalingen*

Art. 44. In artikel 122 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt punt 8 door de volgende punten vervangen :

« 8° het ontslag bij tuchtmaatregel;

9° de afzetting. »

Art. 45. In artikel 157^{quater}, eerste lid, 5° van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « 5°, 7° en 8° » vervangen door de woorden « 5°, 7°, 8° en 9° ».

Art. 46. In artikel 157^{quinquies}, eerste lid, 1°, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « 5°, 7° en 8° » vervangen door de woorden « 5°, 7°, 8° en 9° ».

Art. 47. In artikel 169 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt punt 4° vervangen door het volgende punt 4° :

« 4° het ontslag bij tuchtmaatregel en de afzetting. »

Art. 48. In artikel 130 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, wordt punt 8° door de volgende punten vervangen :

« 8° het ontslag bij tuchtmaatregel;

9° de afzetting. »

Art. 49. In artikel 165^{ter}, eerste lid, 5°, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « 5°, 7° en 8° » vervangen door de woorden « 5°, 7°, 8° en 9° ».

Art. 50. In artikel 165^{quater}, eerste lid, 1°, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « 5°, 7° en 8° » vervangen door de woorden « 5°, 7°, 8° en 9° ».

Art. 51. In artikel 197 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt punt 4° vervangen door het volgende punt 4° :

« 4. het ontslag bij tuchtmaatregel en de afzetting. »

Art. 52. In artikel 72, § 1, 9° van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de woorden « het ontslag van ambtswege » vervangen door de woorden « het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 53. In artikel 73, § 1, van hetzelfde decreet, wordt punt 7° vervangen door het volgende punt 7° :

« 7° het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 54. In artikel 59, § 1, 9° van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden « het ontslag van ambtswege » vervangen door de woorden « het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 55. In artikel 64 van hetzelfde decreet, wordt punt 7° vervangen door het volgende punt 7° :

« 7° het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 56. Het tweede lid van artikel 5 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, wordt vervangen door de volgende leden :

« Vanaf de zesde week of, in geval van meerlingengeboorte, vanaf de achtste week vóór de vermoedelijke bevallingsdatum, en tot de datum waarop het bevallingsverlof begint, worden de afwezigheidsdagen die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof waarvan het personeelslid krachtens dit decreet geniet, wanneer een controle verricht door een orgaan bedoeld bij het eerste lid, bevestigt dat deze afwezigheid te wijten is aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid.

De in dit artikel bedoelde afwezigheidsperiodes worden bezoldigd en met periodes van actieve dienst gelijkgesteld. »

Art. 57. In artikel 69 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt punt 6°

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 58. In artikel 100, 14°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « het ontslag van ambtswege » vervangen door de woorden « het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 59. In artikel 81 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt punt 6° vervangen door het volgende punt 6° :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel;

7° de afdanking wegens ernstige tekortkoming. »

Art. 60. In artikel 94, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 61. In artikel 95, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 62. Artikel 110, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt met een punt 15°, luidend als volgt, aangevuld :

« 15° in geval van ontslag bij tuchtmaatregel, overeenkomstig artikel 81. »

Art. 63. In artikel 37 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, wordt punt 6° vervangen door het volgende punt 6° :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel; ».

Art. 64. In artikel 111, eerste lid, 12° van hetzelfde decreet, worden de woorden « het ontslag van ambtswege » vervangen door de woorden « het ontslag bij tuchtmaatregel ».

Art. 65. In artikel 74 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden de woorden « 4° tot 6° » vervangen door de woorden « 4° tot 7° ».

Art. 66. In artikel 100, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4° tot 6° » vervangen door de woorden « 4° tot 7° ».

Art. 67. In artikel 116 van hetzelfde decreet, wordt punt 6° vervangen door de volgende punten :

« 6° het ontslag bij tuchtmaatregel;

7° de afzetting ».

Art. 68. In artikel 146, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 69. In artikel 147, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « 4°, 5°, 6° en 7° ».

Art. 70. In artikel 148, 10°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de afzetting » vervangen door de woorden « het ontslag bij tuchtmaatregel of de afzetting ».

Art. 71. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2009, met uitzondering van Titel II en van artikel 56 die op 1 mei 2009 in werking treden en van artikel 5 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr.702-1. — Verslag, nr. 702-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 april 2009.